

L'Entraide missionnaire

433, boul. Saint-Joseph Est
Montréal QC H2J 1J6

Dépôt légal – 4^e trimestre 2013
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Notre vive reconnaissance à Réjeanne Martin
pour sa précieuse collaboration à la révision
des textes et à Renaude Grégoire pour la galerie
de photos.

Conception graphique : Fanie Clavette
fanie.clavette@gmail.com



Table des matières

■ Ouverture du congrès	5
Suzanne Loiseau	
■ Comment la mondialisation a tué l'écologie.....	9
Aurélien Bernier	
■ Les mythes de l'économie verte	23
Molly Kane	
■ La recherche du <i>Buen Vivir</i>	29
Paul Cliche	
■ <i>Survivre au progrès</i>	43
■ Moment d'intériorité	45
■ Mise en route du dimanche matin.....	47
Claire Doran	
■ L'urgence d'un souffle nouveau	51
André Beauchamp	
■ Bibliographie	61

guerres
crises
eau
or
crises
néolibéralis
compagnies minières eau surconsomma
ogm réchauf
progrès
or violences
eau compagnie
capitalisme
pétrole crises
gaz de schiste
décroissance
réchauffement climatique

eau or
compagnies minières
progrès
or violences
capitalisme
pétrole c
gaz de schiste



PAR
**SUZANNE
LOISELLE**
DIRECTRICE

Ouverture du Congrès 2013

Bonjour à chacune et à chacun,

Bienvenue à ce nouveau congrès annuel! Merci d'y être en si grand nombre! Cette rencontre s'ouvre alors que plane la menace d'une intervention militaire contre la Syrie, intervention menée par les États-Unis et possiblement appuyée par de rares pays alliés dont la France. Le conflit qui perdure en Syrie a déjà fait plus de 100 000 morts, près de deux millions de réfugiés dont la moitié sont des enfants et plus de quatre millions de déplacés internes. Comme l'écrivait l'historien Samir Saul, *la guerre en Syrie est un mille-feuille de conflits superposés et enchevêtrés* (*Le Devoir*, 5 septembre 2013).

Cette nouvelle guerre appréhendée et largement désavouée risque de nous faire oublier la périlleuse transition en Afghanistan, l'instabilité permanente de l'Irak, l'interminable guerre en RDC, la récente intervention militaire au Mali et les jeux contestables de l'aide internationale en Haïti. D'autres bouleversements sociopolitiques sont survenus ou surviennent encore en Tunisie, en Égypte, en Grèce, en Turquie et tout récemment au Brésil.

Plus près de nous, au Canada, des décisions rétrogrades du gouvernement Harper affectent, de manière drastique, les politiques publiques et les conditions de vie de la population du pays. On l'a vu dans des domaines aussi diversifiés que les arts et la culture, les médias publics, la recherche scientifique, la politique étrangère et l'aide internationale, la condition des femmes, celle des Premières nations, l'assurance-emploi et l'environnement. Sur ce dossier de l'environnement, le retrait en catimini du Canada de la Convention de l'ONU contre la désertification et de celle contre les changements climatiques lui ont fait perdre toute sa crédibilité sur la scène internationale.

Concernant le Québec, comment ne pas évoquer l'immense tragédie qui a frappé, en juillet dernier, la municipalité du Lac-Mégantic. L'explosion du convoi ferroviaire de la Montreal, Maine

Atlantic Railway en plein cœur de la ville a endeuillé cette petite communauté de 6 000 habitants, détruit son centre-ville, contaminé ses sols et déversé plus de 100 000 litres de pétrole brut dans la rivière Chaudière. Cette tragédie a révélé au grand jour qu'il y a des centaines d'autres villages et villes de toutes tailles à travers le Québec, le Canada et les États-Unis qui sont traversés par des trains de wagons de pétrole brut sans contrôle par le ministère fédéral des Transports de ses propres règles imposées pour ce type de transport. La population a raison de s'inquiéter et d'exiger des comptes quand on sait que, cette année seulement, 140 000 wagons chargés de pétrole circuleront à travers le Canada.

Et comme si cela n'était pas assez, on a appris ces jours-ci que des centaines de milliers de litres de mazout lourd ont été déversés la semaine dernière dans les eaux du golfe St-Laurent à Sept-Îles par la minière Cliffs Natural Resources et qu'à Pointe-Claire, près de Montréal, la compagnie Reliance Power Equipment entrepose illégalement des BPC depuis quinze ans, hors de tout contrôle gouvernemental. Comme l'écrivait l'éditorialiste Jean-Robert Sansfaçon, *il existe des dizaines d'autres lieux d'entreposage de produits dangereux au Québec. Que dire, par exemple, des 679 sites miniers orphelins connus dont la décontamination tarde encore après des années d'abandon par ces autres corporate bums de la création-de-la-richesse!* (Le Devoir, 3 septembre 2013).

Et que dire du nouveau boom d'exploitation d'énergies fossiles par des multinationales qui tirent profit des sables bitumineux de l'Ouest canadien. L'extraction de ce type d'or noir est réputée plus polluante que celle du pétrole conventionnel, et on en connaît encore mal les dégâts environnementaux à long terme. À quand le jour où les dirigeants et les administrateurs seront jugés et condamnés pour les infractions commises par les entreprises qu'ils dirigent et qui les enrichissent?

Pourtant le temps presse comme le rappelait le cinéaste et écologiste Frédéric Back dans sa lettre ouverte du 27 juin au premier ministre Harper. En voici un extrait :

Vous êtes obsédé par l'économie et le succès de vos monstrueux sables bitumineux, qui empoisonnent tout le Canada et contribuent de manière significative à la fonte des glaces essentielles à la survie de toutes les espèces depuis les montagnes Rocheuses jusqu'au Groenland et au pôle Nord ! Une mobilisation générale contre les catastrophes climatiques s'impose ! Elle serait exemplaire.

Faut-il qu'une deuxième mer de Champlain vienne noyer les marches du Parlement à Ottawa pour que vous vous rendiez compte des effets destructeurs de votre politique aveugle et insouciant par rapport au futur de la planète et de vos enfants ?

Il vous reste peu de temps pour voir clair et remédier aux effets de vos sinistres décisions militaro-pipelino-économiques à tout prix !

Comme Frédéric Back, de plus en plus de citoyennes et citoyens prennent conscience de l'importance des enjeux sociaux et environnementaux liés à l'activité économique, à l'extraction minière, à l'exploitation d'énergies fossiles. Le mouvement autochtone *Idle no more* (Plus jamais la passivité) nous l'a vivement rappelé au début de cette année. Né à la suite de la grève de la faim de la cheffe Theresa Spencer de la nation Attawapiskat, ce mouvement a clamé haut

et fort l'urgence de s'opposer à la volonté du gouvernement Harper de réduire les évaluations environnementales qui retarderaient des projets d'exploration minière et à sa volonté de diminuer le nombre de lacs et de rivières protégés, tout ça dans le but de pouvoir exploiter sans embûches tout le territoire canadien. Tant à l'échelle canadienne que nord-américaine, les sables bitumineux mobilisent des milliers de personnes contre des projets de pipelines devant acheminer le pétrole vers l'ouest, le sud et maintenant vers l'est. À l'occasion du Jour de la Terre, le 22 avril, des milliers de citoyennes et citoyens descendent chaque année dans les rues pour défendre des dossiers environnementaux. Résultat sans doute de plusieurs années de sensibilisation du public.

Bien qu'elle soit de plus en plus mobilisatrice, la défense de l'environnement demeure fragile. Beaucoup de ses défenseurs sont aujourd'hui en danger. Mentionnons à titre d'exemples les militants et militantes du mouvement social pour la sauvegarde de la rivière Sogamoso en Colombie, du Nigerian Rainforest Resource Development Centre (NRRDC) au Nigéria, de la campagne Stop The Wall en Palestine, des Amis de la Terre en Indonésie et de l'Association brésilienne des hommes et des femmes de la mer (AHOMAR). Ces militants et militantes écologistes, et combien d'autres anonymes, sont menacés, arrêtés, tabassés, emprisonnés, voire assassinés alors que des dirigeants d'entreprises qui polluent, de sociétés minières qui contaminent les sols ou de compagnies ferroviaires qui transportent des produits explosifs, demeurent carrément impunis.

Au cours du présent congrès dont le thème est *Notre planète en péril : l'urgence d'agir*, nous réfléchissons sur le modèle néolibéral du développement basé sur la croissance sans limite et sur les conséquences que ce modèle de développement fait subir aux populations et à la planète [pollution, augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES), ruée vers l'énergie fossile, bouleversement climatique, désertification, destruction des écosystèmes]. Dans une perspective Nord-Sud, la relation entre environnement et développement sera au cœur de nos préoccupations. Le *mieux-être qualitatif* et le *mieux vivre économique* sont-ils conciliables ?

D'entrée de jeu ce matin, Aurélien Bernier nous présentera la façon dont l'économie néolibérale a détruit l'écologie. L'écologie serait un domaine dont les pays ont tendance à se soucier « un peu » en période de croissance forte et à oublier en période de crise. La situation actuelle marquée par diverses crises serait-elle si défavorable pour la protection de la planète et pour l'avenir de l'humanité ?

En après-midi, Molly Kane nous présentera les mythes de *l'économie verte*. Ce nouveau concept pourrait-il être, selon la prétention de plusieurs, ce remède si efficace aux dangers environnementaux qui nous guettent ? Une réflexion sera proposée sur cette dite alternative à la fois recherchée par certaines institutions internationales mais largement dénoncée au dernier Sommet des peuples tenu à Rio en juin 2012.

Quant à Paul Cliche, il nous entretiendra sur le nouveau paradigme de développement, celui du *Buen Vivir*, paradigme légitimé dans les nouvelles Constitutions de l'Équateur (2008) et de la Bolivie (2009). Ancré dans les cultures autochtones des pays andins, le *Buen Vivir* propose l'idée de *vivre bien* comme paramètre de développement et non celui de *vivre mieux*. En quoi ce nouveau modèle de développement se démarque-t-il du modèle de développement capitaliste orienté vers la croissance tout azimut ?

Dans la matinée de dimanche, André Beauchamp nous accompagnera dans notre réflexion sur les enjeux actuels du combat écologique devenu indissociable du combat social. Responsables du futur de l'humanité et de celui de la planète, il devient impératif de traiter en même temps des urgences écologiques et sociales. S'engager pour la justice socio-environnementale constitue un nouvel enjeu pour notre mission d'aujourd'hui.

En terminant, je m'en voudrais de ne pas rappeler le 40^e anniversaire du coup d'État au Chili (11 septembre 1973), événement tragique qui a marqué le mouvement de la solidarité internationale au Québec. Très solidaire de la résistance contre la dictature de Pinochet, Marie-Denise Dubois, de la Congrégation de Notre-Dame, qui était parmi nous l'an passé, nous a quittés en mars dernier. Ayant consacré toute sa vie à l'Amérique latine, le souvenir de son engagement continuera de nous inspirer pour la suite des jours.

Enfin un tout dernier mot pour vous présenter les artisanes et les artisans de ce congrès. Que toutes et tous en soient ici chaleureusement remerciés :

- l'équipe de L'EMI : Gerardo Aiquel, Micheline Malboeuf, Denis Tougas, équipe bien secondée par Jeannette Thiffault à l'administration
- la conférencière et les conférenciers invités : Aurélien Bernier, Molly Kane, Paul Cliche et André Beauchamp
- l'animatrice du congrès, Claire Doran
- la responsable du moment d'intériorité, Renaude Grégoire
- Fanie Clavette, graphiste, pour le design des outils de communication
- l'équipe de bénévoles à l'accueil et aux kiosques de solidarité
- Jeanne Lemire et le personnel de la Librairie Paulines
- chacune et chacun de vous pour votre présence.

C'est aussi grâce au généreux soutien financier des sociétaires de L'EMI, de Développement et Paix, de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) et de vous toutes et tous que la tenue de ce congrès a été rendue possible. Nous vous redisons notre vive reconnaissance.

Le congrès 2013 est maintenant ouvert ! Je vous le souhaite bon et stimulant !



PAR
**AURÉLIEN
BERNIER**

Comment la mondialisation a tué l'écologie

AURÉLIEN BERNIER, collaborateur au *Monde Diplomatique*, ancien dirigeant de l'Association pour la taxation des transactions financières et l'aide aux citoyens (ATTAC) France. Spécialiste des politiques environnementales, il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont *Le climat otage de la finance* (2008), *Ne soyons pas des écologistes benêts* (2010) et *Comment la mondialisation a tué l'écologie – Les politiques environnementales piégées par le libre-échange* (2012).

Des dizaines de livres ont été publiés sur l'histoire de l'écologie politique, ses intellectuels, ses concepts, ses combats... Mais une partie de cette histoire n'avait encore jamais été écrite : celle qui raconte la récupération, puis la destruction de l'écologie politique par les grandes puissances économiques, afin de préserver le capitalisme et son ordre commercial, le libre-échange. Ni l'histoire qui explique également pourquoi, malgré les grands discours de la « communauté internationale », le pillage environnemental se poursuit à une vitesse effrayante.

Émergence et récupération de l'écologie politique

Durant les années 1960, l'écologie fait son apparition dans le débat politique aux États-Unis, puis en Europe. Dès 1962, la biologiste américaine Rachel Carson dénonce l'impact extrêmement négatif des pesticides sur l'environnement et la santé humaine dans un livre intitulé *Silent Spring* (Printemps silencieux), qui devient un best-seller. Militante de la protection de la nature, Rachel Carson écrit sur la science et l'écologie, mais ne s'aventure pas sur le terrain politique. Dans *Silent Spring*, elle critique « l'administration américaine » et les groupes industriels avides de profits, mais n'en tire qu'une conclusion : les citoyens doivent se battre pour protéger la planète et leur santé.



Halte à la croissance... de la population

A la différence de la plupart de ses pairs, le capitaine d'industrie italien Aurelio Peccei s'intéresse réellement à la question écologique. Cet ancien militant anti-fasciste devenu dirigeant de FIAT puis d'Olivetti se décrit à la fois « socialiste et libéral », s'oppose violemment à l'État-nation et aux idéologies, marxisme en tête. Il est surtout terrifié par la croissance démographique dans les pays du Sud, qu'il décrit comme une « métastase cancéreuse ».

En 1968, il fonde le Club de Rome, un cercle de réflexion pour « concevoir, imaginer, observer le monde (...) sous tous ses aspects, à tous les niveaux: naturels, économiques, humains, sociaux et philosophiques ». La première initiative de ce Club est de commander un rapport au Massachusetts Institute of Technology (MIT) sur la situation mondiale en termes de ressources, avec l'objectif de confirmer l'analyse de Peccei : si la population continue de croître, le monde court à la catastrophe écologique et à de graves désordres sociaux. Grâce aux financements de la famille Agnelli (propriétaire du groupe FIAT qui emploie Peccei), des fondations Rockefeller et Volkswagen, le rapport du MIT coordonné par Dennis et Donella Meadows paraît en 1972. Il s'intitule *The Limits to Growth* (Les limites de la croissance — mal traduit dans sa version française par Halte à la croissance? —) et devient une référence pour le néo-malthusianisme, un courant de pensée qui prône la réduction de la population mondiale, prioritairement dans les pays pauvres.

Apôtre de la mondialisation heureuse et de la libre entreprise, Peccei estime la lutte des classes dangereuse et dépassée par les questions environnementales. Au cœur de sa théorie figure le démantèlement des États, car « les principes de la souveraineté nationale sont un des obstacles majeurs sur la voie du salut collectif de l'humanité ».² Mère de tous les vices, la souveraineté nationale servirait « surtout les intérêts des classes dirigeantes », et produirait des comportements aberrants : « subvention aux industries établies sur des bases nationales non compétitives, protectionnisme, autarcie économique et intellectuelle, éducation teintée de nationalisme et non ouverte sur le monde ». Il souhaite organiser « un déclassement conceptuel du caractère souverain de l'État national » en créant « la conscience de l'impératif d'une solidarité globale ». Dans ses écrits, Peccei reste flou sur le type d'organisation qui pourrait remplacer les États-nations. Mais dans des cercles restreints, il vante l'efficacité, la rationalité et la souplesse des multinationales, qui devraient servir de modèle. En avril 1971, il participe à un colloque intitulé *Les hommes d'affaires uniront-ils le monde?* au cours duquel il déclare :

[La firme multinationale est] l'agent le plus capable d'opérer cette internationalisation de la société humaine que nous estimons indispensable. [...] Sa rationalisation mondialiste de tout le cycle recherche-production-distribution, grâce à un recours optimal, par delà les frontières, à tous les facteurs en présence, est si fondamentalement juste qu'elle devra être appliquée largement au delà de la sphère limitée de la grande entreprise.³

Entre 1972 et 1980, le Club de Rome commandera et publiera neuf rapports, qui ne seront qu'un approfondissement et une actualisation des idées de Peccei. Le second rapport assure que « l'histoire future ne sera plus celle des personnalités et des classes sociales, comme par le passé, mais celle de l'utilisation des ressources et de la survie de l'espèce humaine »⁴. Celui de 1977 veut « donner la priorité à la conscience de l'espèce sur la conscience nationale et la conscience de classe »⁵.



international. Pour l'OCDE comme pour le GATT, l'objectif est d'empêcher la moindre entrave au commerce au nom de la sauvegarde des écosystèmes. Le rapport publié par le GATT estime qu'il faut « éviter les situations dans lesquelles l'institution de systèmes nationaux pour combattre la pollution pourrait compromettre l'expansion continue des échanges internationaux ». Concrètement, les négociations sur l'environnement et le commerce ne doivent pas se dérouler en dehors des instances libre-échangistes : « Tous les conflits d'intérêts commerciaux résultant de différences entre les normes nationales [...] pourront être résolus grâce aux accords ou aux procédures qui existent déjà ou qui sont en cours d'élaboration ».

En parallèle, une initiative déterminante est prise en direction des pays en développement, pour les persuader qu'il est dans leur intérêt de défendre le libre-échange. Un an avant Stockholm, le Canadien Maurice Strong qui coordonne pour les Nations Unies la préparation du sommet, réunit des intellectuels des pays du Sud afin qu'ils préparent une position commune, qui n'a pas le statut de position officielle, mais qui doit influencer les États. Du 4 au 12 juin 1971, vingt-sept personnes sélectionnées pour leurs capacités d'expertise en matière de développement ou d'environnement se réunissent à Founex, une ville suisse proche de Genève, et rédigent un rapport. Le panel constitué par Strong fait la part belle aux économistes : on y trouve l'Allemand Karl William Kapp (1910-1976), le Néerlandais Jan Tinbergen (1903-1994), le Japonais Shigeto Tsuru (1912-2006) et le Pakistanais Mahbub ul Haq (1934-1998), économiste à la Banque mondiale. Tous se préoccupent de développement, mais aucun ne critique le libre-échange, bien au contraire. Récipiendaire du Prix Nobel d'économie en 1969, Jan Tinbergen est sans doute le plus influent d'entre eux. Considéré comme l'un des inventeurs de la social-démocratie, il défend le productivisme et la libre-circulation des marchandises et des capitaux, tout en réclamant une meilleure répartition des richesses en faveur des pays du Sud. Dès 1970, il publie aux Pays-Bas un livre intitulé *Een leefbare aarde* (Une terre vivable), qui synthétise sa vision de l'ordre économique international. Ainsi, il écrit : « il est essentiel d'arriver à une production aussi élevée que possible pour assurer au monde la prospérité la plus grande possible », ce qui suppose notamment en matière d'agriculture de « forcer le sol à donner plus qu'il ne fournit spontanément »⁶.

Pour s'assurer que les experts adopteront bien des positions libre-échangistes, le GATT fournit des notes préparatoires au groupe Founex. Dans un document intitulé *Contrôle des pollutions industrielles et commerce international*, le GATT écrit :

Un résultat possible des réponses nationales aux problèmes environnementaux pourrait être l'accélération du transfert des industries ou des procédés générant le plus de pollution dans des pays où la pollution pose un problème moins urgent. Les pays qui transfèrent [leur industrie] devraient soutenir cet effort d'industrialisation des pays d'accueil et dans le même temps s'assurer que les importations en provenance de ces pays ne seront pas pénalisées par des coûts de lutte anti-pollution.

Le message est clair : les délocalisations doivent être favorisées et la compétitivité sur les marchés mondiaux ne doit pas être entravée par des dispositifs coûteux de protection de l'environnement. Bien sûr, toute mesure protectionniste visant à privilégier des modes de production respectueux des écosystèmes est exclue de ce schéma.



libre-échangiste. Lors du Sommet de la Terre de Rio en 1992, qui incorpore le développement durable à la doctrine de l'ONU, et plus encore lors du Sommet de Johannesburg en 2002, les plus puissantes multinationales lancent de grandes opérations de communication environnementale, cosignent des engagements volontaires avec les Nations Unies, participent à la rédaction de textes officiels. Pour ce faire, elles s'organisent en gigantesques lobbys : le Conseil mondial de l'industrie pour l'environnement (World Industry Council for Environment, WICE), créé en 1992, ou le Conseil mondial des affaires pour un développement durable (World Business Council for Sustainable Development, WBCSD), qui voit le jour en 1995. En quelques années, l'imposture du développement durable déferle dans les médias, les rapports d'activité, les documents publics, les programmes scolaires. Le Club de Rome est présenté comme un groupe de visionnaires, Gro Harlem Brundtland comme une grande écologiste, et l'on assure que l'éducation à l'environnement permettra de changer une « nature humaine » responsable de tous les maux.

Après le développement durable, le capitalisme « vert »

À partir de la fin des années 1990, l'augmentation du prix du pétrole et la crise climatique créent une situation nouvelle : l'environnement est tellement dégradé, les énergies sont si chères, qu'une certaine forme de préservation de l'environnement devient rentable. Le capitalisme « vert » peut donc remplacer le développement durable. Concrètement, ce capitalisme « vert » se traduit par deux processus : une concentration fulgurante dans le domaine des technologies « vertes » et une financiarisation spectaculaire de la crise écologique.

Entre 1977 et 1984, le rythme de dépôt de brevets liés à l'efficacité énergétique ou aux énergies nouvelles a décollé une première fois sous l'effet des crises pétrolières et de l'augmentation du prix des énergies. Dès le début des années 1980, aux États-Unis, les géants de l'électricité et du pétrole investissent dans l'énergie solaire pour anticiper une future mutation des modes de production et maintenir leurs taux de profit. General Electric, Exxon, Chevron ou Mobil rachètent de petites entreprises pionnières dans le développement des renouvelables. Avec le contre-choc pétrolier du milieu des années 1980, on assiste à une baisse sensible du prix du pétrole. Le cours du brut reste bas durant une vingtaine d'années, jusqu'en 2003, ce qui retarde la conversion de l'économie au capitalisme « vert ». Mais l'opportunité du changement climatique relance le mouvement : dès le début du millénaire, et après l'explosion de la bulle Internet en mars 2000, la concentration économique se renforce, les grands groupes investissent massivement dans les technologies prometteuses et la finance internationale suit. Alors que protéger la biodiversité ou réduire les flux de produits toxiques coûterait de l'argent aux industriels, passer à une « économie décarbonée » permet de créer de toutes pièces de nouveaux marchés. Rapidement, une bulle sur les technologies « vertes » se forme. Des énergéticiens comme le Français EDF, l'Allemand E.ON ou l'Américain General Electric investissent massivement dans l'éolien, des pétroliers comme Total en France ou British Petroleum en Grande-Bretagne – qui niait encore la réalité du changement climatique quelques années auparavant – multiplient les acquisitions dans le solaire, l'Américain Chevron se positionne comme leader mondial de la géothermie... En 2007, Robert Bell, le président du département de sciences économiques du Brooklyn College à New York, annonce dans les cinq ans à venir une bulle « verte » qui dépasserait de loin celle de l'Internet : « La bulle verte sera



La *Charte de La Havane* signée par les États-Unis du démocrate Harry S. Truman fin 1948, n'a plus rien à voir avec le plan initial des Américains. Elle fait de l'équilibre de la balance des paiements un principe de base : les pays doivent tendre vers une égalisation des importations et des exportations et peuvent y parvenir en instaurant des mesures protectionnistes. La partie de la Charte qui traite des questions de développement va même plus loin : les pays du Sud y revendiquent un droit à l'industrialisation et rejettent un schéma dans lequel ils continueraient à fournir les matières premières et les produits agricoles, tandis que les pays riches se réservaient les activités de transformation à haute valeur ajoutée.

Les puissants lobbies économiques, comme la Chambre américaine du commerce, le Conseil national pour le libre-échange ou le Comité de développement économique, qui soutenaient au départ la création de l'OIC, font un virage à cent-quatre-vingt degrés et s'opposent à la ratification de la Charte. Leur campagne s'appuie sur la proclamation de la République populaire de Chine, le 1^{er} octobre 1949 par Mao Tsé-toung, alors que la Chine figure parmi les signataires du texte : pour les Américains, la présence d'un pays communiste dans un tel accord est totalement inacceptable. Les Républicains disposant depuis 1946 d'une majorité dans les deux chambres, le Sénat et la Chambre des représentants, l'administration Truman doit enterrer une OIT mort-née et stoppe la procédure de ratification au Congrès fin 1950. Pour autant, les principes qui figurent dans la *Charte de La Havane* sont toujours d'actualité et pourraient constituer les bases d'un nouvel ordre commercial basé sur la coopération.

La *Déclaration de Cocoyoc* de 1974 est rédigée dans un tout autre contexte. Les années 1973 et 1974 constituent l'apogée du mouvement des pays non-alignés, lancé à la conférence de Belgrade en 1961. Les États réunis dans ce mouvement, principalement issus du Sud, marquent leur refus de s'aligner sur l'un des deux blocs qui s'affrontent sur la scène internationale et invoquent leur droit au développement et à la souveraineté. Du 8 au 12 octobre 1974, dans la ville mexicaine de Cocoyoc, un colloque des Nations Unies réunit des experts internationaux pour débattre de « [l']utilisation des ressources, de l'environnement et des stratégies de développement ». Ces experts sont pour la plupart issus de pays du Sud non-alignés, de sensibilité socialiste. On y trouve notamment des représentants de la Tanzanie, du Sri Lanka ou du Mexique, dont les gouvernements s'opposent nettement à l'ordre économique international et à l'impérialisme des États-Unis sans être pour autant satellites de l'Union soviétique.

La déclaration finale issue du séminaire dresse un réquisitoire sans ambiguïté contre l'ordre économique capitaliste. Les rédacteurs considèrent que « Les affamés, les sans-abri et les illettrés sont plus nombreux aujourd'hui que lorsque les Nations Unies ont été créées », condamnant « un processus de croissance qui bénéficie seulement à une très petite minorité et qui maintient ou accroît les disparités entre pays et à l'intérieur des pays ». Ils concluent que ce processus « n'est pas du développement. *C'est de l'exploitation* ». Ils rejettent le discours libéral qui prétend résoudre les problèmes mondiaux grâce au marché. « Les marchés classiques donnent un accès aux ressources à ceux qui peuvent payer plutôt qu'à ceux qui en ont besoin, ils stimulent une demande artificielle et génèrent des déchets dans le processus de production, et certaines ressources sont même sous-utilisées. »

Ce texte remarquable ne se limite pas au constat, mais propose un véritable projet alternatif de développement. Au cœur de ce projet, il place une notion développée par l'indien Mohandas Karamchand Gandhi (1869-1948) : le concept de *self-reliance*, qui n'a pas d'équivalent français exact, mais que l'on peut traduire par « autonomie ». Les rédacteurs de la *Déclaration de Cocoyoc* prônent la démondialisation avant l'heure, car « L'autonomie au niveau national implique un détachement temporaire du système économique actuel. Il est impossible de développer l'autonomie au-travers de la participation pleine et entière à un système qui perpétue la dépendance économique ».

Dans leur esprit, cette souveraineté nationale est inséparable de la souveraineté populaire. C'est la raison pour laquelle les questions d'éducation et d'émancipation citoyenne sont largement développées, pour affirmer notamment que

chaque personne a le droit de comprendre pleinement la nature du système dont elle fait partie comme producteur, consommateur, et surtout comme l'un des milliards d'habitants de la planète. Elle a le droit de connaître qui tire les bénéfices de son travail, qui tire les bénéfices de ce qu'elle achète et vend, et la façon dont cela enrichit ou dégrade l'héritage planétaire.

Enfin, cette souveraineté nationale et populaire ne dispense pas les États de coopérer, dans un rapport d'égal à égal :

Nous croyons fermement que, puisque les sujets du développement, de l'environnement et de l'utilisation des ressources sont des problèmes globaux essentiels et qui concernent le bien-être de toute l'humanité, les gouvernements devraient utiliser pleinement les mécanismes des Nations Unies pour les résoudre et que le système des Nations Unies devrait être rénové et renforcé pour faire face à ses nouvelles responsabilités.

Cette pertinence et cette cohérence font de la *Déclaration de Cocoyoc* le texte le plus utile pour penser une nouvelle coopération internationale dans une logique de démondialisation. La voix de ces intellectuels des pays du Sud, soucieux d'émancipation, d'écologie et de solidarité, montre que la recherche de souverainetés nationales et populaires constitue le cœur d'un projet de rupture avec le capitalisme, capable de concilier progrès social et environnemental. Encore faut-il passer de la théorie à la pratique, ce qui suppose de reconstruire une écologie réellement politique.

(Pour contacter l'auteur ou pour lire l'intégralité de la *Déclaration de Cocoyoc* : abernier.vefblog.net)

1. Barry Commoner, *Quelle Terre laisserons-nous à nos enfants ?*, Seuil, 1969.
2. Aurelio Peccei, *Cent pages pour l'avenir - Réflexions du président du Club de Rome*, Economica, 1981.
3. *Will businessmen unite the world*, Santa-Barbara, avril 1971. Cité dans Philippe Braillard, *L'imposture du Club de Rome*, PUF, 1982.
4. Mihaljo Mesarovic, Eduard Pestel, *Mankind at the Turning Point*, 1974.
5. Ervin Laszlo, *Goals for Mankind, A Report to the Club of Rome on the New Horizons of the Global Community*, 1977.
6. Jan Tinbergen, *Pour une terre vivable*, Paris-Bruxelles, Elsevier Séquoia, 1976.
7. *Dans cinq ans, la bulle verte sera explosive*, Libération, 9 mars 2007.



PAR
**MOLLY
KANE**

Les **mythes** de l'économie **verte**

MOLLY KANE, agente de plaidoyer et de recherche à Développement et Paix d'octobre 2012 à août 2013; chercheuse en résidence au Centre interdisciplinaire de la recherche en développement et société (CIRDIS) de l'UQAM. Directrice générale d'Inter-Pares (1996-2009), directrice adjointe du Groupe ETC (Action Group on Erosion, Technology and Concentration, 2009-2011), agente de développement des solidarités pour Pambazuka News, un bulletin électronique panafricain engagé. Elle a longtemps été membre du C.A. de l'Association de coopération et de recherche pour le développement (ACORD), basée au Kenya et responsable de programmes dans plus de 15 pays africains.

Je voudrais commencer par dire un grand merci à L'Entraide missionnaire pour son invitation à réfléchir sur la problématique de l'économie verte, un sujet qui m'interpelle depuis plusieurs années. Je voudrais aussi féliciter et remercier Aurélien Bernier pour sa présentation, ce matin qui, avec lucidité, nous a démontré l'importance d'étudier avec soin la conjoncture et les grandes questions auxquelles nous sommes confrontés afin de ne pas succomber au pessimisme et au désespoir face à l'avenir. Cette réflexion nous aide à continuer à apprendre et à retrouver notre capacité d'agir ensemble.

Au cours de ma présentation, je souhaite poursuivre notre réflexion sur l'économie « verte » à partir des perspectives du Sud. Je ne prétends pas représenter le Sud mais, travaillant dans le domaine de la coopération internationale depuis de nombreuses années, je retrouve de manière troublante plusieurs éléments similaires, d'une part, dans l'approche « techniciste » des institutions faisant aujourd'hui la promotion de l'économie verte et, d'autre part, ce qu'on appelle le développement durable aux effets pervers sur les peuples qui essayent depuis cinquante ans de sortir du colonialisme et de trouver leur propre chemin d'autodétermination.

« L'économie verte » propulsée par des institutions internationales

Pour débiter, j'aimerais analyser les propositions actuelles de deux institutions internationales importantes qui poussent à l'adoption de politiques favorisant une économie verte, en particulier par les pays « en voie de développement ». Il faut se rappeler que les politiques d'aide au développement datent de la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Dès leur début, elles ont été contestées là où les aspirations des peuples colonisés ont été dominées par les pouvoirs impériaux qui avaient leurs intérêts à défendre, soit de maintenir l'appui à leur propre industrialisation par l'extraction des ressources des pays du Sud. Aujourd'hui, la thèse du développement durable rendue possible par une nouvelle économie verte ne semble pas transformer profondément les relations d'inégalité entre les pays industrialisés et les pays autrefois colonisés qu'on qualifie maintenant de pays en voie de développement.

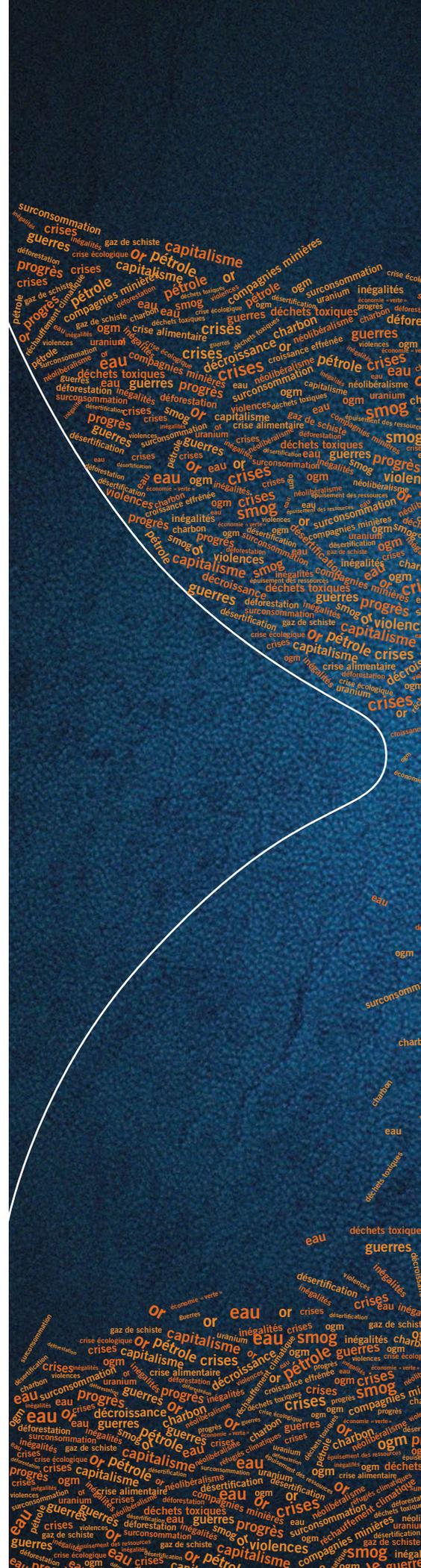
L'idée d'économie verte est portée avec enthousiasme par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUÉ) comme un chemin assuré vers le développement durable et le combat contre la pauvreté mondiale. Son grand rapport de 2011, *Vers une économie verte: pour un développement durable et une éradication de la pauvreté*, a pour but de démontrer que

l'écologisation de l'économie n'est pas un frein à la croissance, mais plutôt un nouveau moteur de la croissance qui génère de nouveaux emplois, et qui favorise l'élimination de la pauvreté. Le rapport explique : Une économie verte peut se définir comme une économie qui apporte une amélioration du bien-être et l'équité sociale, tout en réduisant considérablement les risques environnementaux et les risques de pénuries de ressources naturelles... le nouveau concept propose une manière écologique de faire des affaires (PNUÉ, 2011).

Cette approche a ses critiques éloquentes. Selon Bernard Duterme du Centre Tricontinental (CETRI), la *Green Economy* est analysée par ses critiques, y compris le Forum Social Mondial, comme *une offensive visant à créer de nouvelles sources de profit et de croissance*, en étendant la portée du capital financier et en intégrant au marché cette immense part de la nature trop longtemps non « valorisée ». Et cela, précisément, en attribuant une valeur, un prix – le coût de conservation – à la biomasse, à la biodiversité, aux rivières, aux forêts, aux fonctions des écosystèmes – stockage du carbone, pollinisation des cultures, filtrage de l'eau...

de façon à convertir ces « services » en unités commercialisables sur les marchés financiers... Ce « découplage » de la croissance du PIB et de la dégradation de l'environnement – concomitant dans le « business as usual » est possible ! La « croissance verte » rendra compatible, par l'innovation et l'efficacité de ses outils, hausse de la production et baisse des impacts environnementaux (CETRI, 2013).

Pour sa part, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), vient de publier un rapport qui traite non pas de l'économie verte, mais de la « croissance verte ». Elle semble moins préoccupée par le besoin de parler d'une économie verte, en prenant pour acquis la réalisation de son objectif désiré, la croissance économique. Ce rapport énonce six instruments pour intégrer la question environnementale aux prises de décisions économiques qui favoriseront une croissance verte devant mener à l'élimination de la pauvreté.





1. Réformer les régimes de subventions énergétiques (supprimer les octrois visant à faire baisser le coût du pétrole, du gaz, etc. et libérer ainsi de l'argent de l'État pour financer d'autres priorités publiques et forcer l'économie d'énergie).
2. Réformer les taxes et redevances environnementales (taxer la pollution, les permis d'émission de gaz à effet de serre, etc. pour générer des revenus pouvant contribuer à financer l'accès des populations pauvres à l'eau, à l'assainissement et à l'électricité...).
3. Attribuer un prix ou une valeur aux « biens et services » fournis par les écosystèmes afin d'encourager l'efficacité de la gestion des ressources naturelles. (Notez bien l'évolution du discours. Maintenant, on cherche à donner un prix non seulement aux matières primaires de la nature et de la biodiversité, mais même aux systèmes de vie, en les qualifiant de « services » environnementaux.)
4. Déterminer des normes pour certifier que des productions sont durables. Ainsi certifiés, les produits augmentent leur valeur, un incitatif pour que les producteurs adoptent de nouvelles pratiques écologiques.
5. Favoriser l'achat de produits durables et respectueux de l'environnement par les services publics pour donner l'exemple.
6. Établir un régime foncier transparent afin de créer des opportunités de revenus pour les propriétaires terriens, améliorer la gestion des actifs naturels et permettre la collecte efficace de recettes foncières au moyen de taxes et redevances locales afin que les pouvoirs publics puissent soutenir des pratiques et plans de gestion des terres rationnelles.

Pour aider les pays en développement à réussir cette transition vers l'économie verte, l'OCDE recommande à la coopération internationale d'adopter un plan d'action basé sur trois piliers :

1. Le renforcement du financement et de l'investissement verts, notamment au moyen d'une meilleure utilisation de l'aide publique au développement (APD), d'autres types de financement public du développement et de l'investissement privé. (NB : Cette première recommandation constate qu'il y a une « mauvaise allocation » de capitaux dans le monde et que, s'il y avait une bonne allocation aux projets « verts » on serait capable de résoudre les problèmes d'environnement et de pauvreté. Il faudrait donc persuader le pouvoir financier de faire de meilleurs choix d'investissement. On connaît la politique de notre gouvernement de soutien aux industries extractives au nom de la croissance et de la réduction de la pauvreté. Jusqu'à maintenant, le gouvernement n'a pas encore parlé de mines vertes. Il faut avouer que ça serait un défi – pourtant je ne serais pas étonné d'entendre parler de « l'approche canadienne » qui ne fait pas de dégâts et laisse la terre verte après l'épuisement de la mine.)
2. Les actions en faveur de l'innovation technologique verte par le biais de la coopération et du renforcement de capacités en vue de l'innovation verte nationale ou provenant de l'étranger, ainsi que la protection de droit de propriété intellectuelle et de la mise en place des conditions nécessaires à la réussite des transferts de technologie.
3. Les mesures visant à faciliter les échanges de biens et de services verts, par la promotion des marchés internationaux, la suppression des barrières commerciales douanières et non douanières, et le renforcement des capacités dans les pays en développement, afin de permettre à davantage de producteurs de prendre part à l'essor des marchés internationaux et d'en tirer profit (OCDE, 2013).



Quand j'entends ce discours sur le développement durable dans un contexte où les pays autrefois colonisés essaient toujours de se libérer de leur rôle actuel de fournisseurs de biens et de main d'œuvre dans l'économie mondiale, je me souviens des communautés de l'archipel de Bijagos en Guinée Bissau que j'ai eu le privilège de visiter à quelques reprises durant les quinze dernières années. Les populations des îles savent depuis des générations comment gérer l'écosystème de l'archipel de Bijagos considéré comme un des sites les plus importants de la côte ouest de l'Afrique en ce qui concerne l'écologie maritime. Elles maîtrisent la gestion écologique de leur territoire — de la mer et de la forêt des îles. Mais les îles sont entourées des pêcheurs industriels étrangers qui sont en train de détruire tous les bienfaits générés par les Bijagos. En plus, elles sont envahies par les trafiquants de drogue et des clandestins en transit de l'Amérique du Sud vers l'Europe parce qu'il n'y a pas d'État pour les empêcher. Dans ce contexte, que serait un projet vert pour la Guinée Bissau? Quelles technologies lui manque-t-il pour assurer le bien-être de cet endroit si important non seulement pour les Bijagos et la Guinée Bissau, mais aussi pour l'océan Atlantique et donc pour la planète — pour nous toutes et tous.

Dans le contexte si bien présenté par Aurélien ce matin et dans le contexte bien connu chez nous, comment tisser des liens de solidarité entre les gens qui essaient de protéger des façons de bien vivre sur la terre, de bien partager, de bien soutenir le bien commun et de reconnaître que la vie n'est pas une marchandise?

Cette marchandisation nous amène à des politiques absurdes et dangereuses comme le Fonds de partenariat pour la réduction des émissions de carbone forestier des Nations Unies (UN-REDD programme de l'entente Kyoto) qui donne une équivalence naturelle entre une forêt et une plantation d'arbres. On voit maintenant des régions où des forêts sont coupées pour permettre la plantation d'arbres afin de recevoir les compensations financières au nom de la protection des services écosystémiques de réduction de carbone. Et les habitants de la forêt, comment vont-ils vivre d'une plantation d'arbres?

Au moment où le contrôle de nos espaces vivants est cédé au pouvoir d'une approche techniciste, nous perdons la possibilité de freiner cette marchandisation de la terre qui va à l'encontre de la vie même. Il faut aller de l'urgence des problèmes auxquels nous sommes confrontés à la convergence des luttes de résistance et des initiatives des gens qui tentent déjà de survivre et de s'épanouir d'une autre manière. La vie communautaire et collective est menacée. En perdant notre volonté et notre capacité de vivre ensemble, nous perdons notre capacité de vivre sur terre à long terme.

Quelle civilisation désirons-nous?

Une économie dite « verte » pourrait signifier une économie de vie. Nous ne devrions pas abandonner nos aspirations pour une économie de vie. Nous devrions toujours chercher à créer des économies qui favorisent des emplois dignes, la démocratisation de la gestion des ressources et de la terre, la fin des guerres et de la militarisation, et la fin de la surveillance des citoyens et des violations des droits et libertés, surtout pour ceux et celles qui contestent la destruction de l'environnement, la destruction de notre planète. Le mot économie vient du mot grec *oikos* qui signifie *ménage*. Quand Stephen Harper parle des tensions entre l'économie et l'environnement, en réalité il parle des conflits d'intérêt entre les profits de certaines industries et l'environnement. Il faut aller au-delà des débats d'approches économiques pour se demander : *quelle civilisation désirons-nous?* Et comment vivre ensemble cette civilisation le plus possible dès maintenant en créant des liens de solidarité, même avec de petits

gestes, le partage et la bonne gestion de tout ce qui est essentiel à la vie, et donc impossible à marchandiser sans nous détruire. Quelle vision peut nous guider à renforcer l'aspect politique de nos aspirations? Ce n'est pas juste l'environnement qui est menacé aujourd'hui, c'est l'humanité, la façon d'être humain. Si tout est réduit à des molécules de carbone qu'on échange, des systèmes écologiques qu'on peut vendre, des personnes qu'on peut déplacer et appauvrir pour continuer à nourrir des populations sur un autre continent qui consomme déjà beaucoup trop, et si nous continuons à maintenir un système où la grande majorité subventionne de leur sang et de leur souffrance le maintien d'un édifice qui, de par sa nature, rend leurs aspirations de plus en plus inaccessibles, notre humanité est profondément et dangereusement menacée. Il faut saisir ce sens de *ménage* en économie et le sens de vie en vert et créer ensemble les sociétés qui rendent possible la vie en plénitude, aujourd'hui et pour les générations à venir.

Références :

1. *Vers une économie verte : pour un développement durable et une éradication de la pauvreté*, Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), 2011
http://www.unep.org/greeneconomy/Portals/88/documents/ger/GER_synthesis_fr.pdf
2. *Économie verte : marchandiser la planète pour la sauver?*, CETRI, 2013
<http://www.cetri.be/spip.php?rubrique141>
3. *Placer la croissance verte au coeur du développement*, OCDE, mars 2013
<http://www.oecd.org/fr/cad/environnement-developpement/DCD%20Brochure%20FRENCH%20WEB-light.pdf>
4. *Transformer les rêves en réalité : Le pouvoir des idées, la force de l'action (Guinée Bissau)*
http://www.interpares.ca/fr/publications/bulletins/html/bul-juin_2003/



PAR
**PAUL
CLICHE**

À la recherche du **Buen Vivir**

«erte»
es minières
ffrénée
crises
aire
que
risés
le or
ogm
rechauffement
croissance effrénée
eau
crises
violences
ogm
croissance
climatique
eau
or

PAUL CLICHE, chercheur, consultant, gestionnaire et formateur impliqué dans le domaine du développement international. Il a vécu 7 ans en Équateur et a œuvré à Développement et Paix pendant plus de 16 ans, ayant occupé jusqu'en septembre 2012 le poste de directeur adjoint du Service des programmes internationaux. Auteur de plusieurs articles et ouvrages dont *La coopération internationale solidaire plus pertinente que jamais* à paraître à la mi-janvier.

Intimement lié aux critiques contre l'ultralibéralisme et ancré dans les cultures autochtones des pays andins, est né un paradigme alternatif de développement ou de post-développement, celui du *Buen Vivir* qui a été grandement légitimé par sa reconnaissance dans les nouvelles constitutions de l'Équateur (2008) et de la Bolivie (2009). Un tel paradigme, en proposant l'idée de « vivre bien » comme paramètre du développement et non celui de « vivre mieux », de posséder plus de biens ou d'augmenter le niveau de vie, se trouve à remettre en question les idées de croissance et de progrès qui fondent le modèle dominant de développement et les politiques ultralibérales qui l'accompagnent. Le *Buen Vivir* apparaît, d'une part, comme l'aboutissement sous forme de proposition d'une série de critiques formulées aux politiques ultralibérales et, d'autre part, comme une formulation inspirée des cultures autochtones, étant le parachèvement, sous forme théorique, de conceptions et de pratiques convergentes qui existent dans plusieurs communautés autochtones.

Pour parvenir à saisir toute la richesse de ce nouveau paradigme, nous allons d'abord décrire le contexte du modèle dominant de développement. Nous allons ensuite apprécier les racines du *Buen Vivir* en précisant le sens qu'il a en langue kichwa (*Sumak Kawsay*) et en décrivant quelques institutions que nous avons observées dans une communauté autochtone des Andes



notamment à cause de l'ouverture aux importations qui s'est souvent traduite par la disparition d'industries nationales et par une menace à la sécurité et à la souveraineté alimentaires — surtout par la baisse de la production nationale de grains comme le blé et le maïs remplacés par des produits importés.

De telles politiques ne sont pas neutres; elles correspondent à certains intérêts, plus précisément à la prédominance de ceux des entreprises privées par rapport au secteur public et à l'État, de ceux de la sphère financière par rapport à la sphère de la production et de ceux des entreprises transnationales par rapport à tous les autres acteurs sociaux. Voilà un modèle de développement qui repose sur les intérêts d'une infime minorité d'êtres humains, soit, avant tout, sur les intérêts de ceux qui contrôlent les grandes entreprises transnationales.

Et la société civile ?

La société civile ne reste pas passive face aux défis et aux avatars du système mondial. Voilà un contexte ponctué de débats et de luttes où s'affrontent des visions politiques différentes sur le futur de l'humanité. Du point de vue de nombreuses organisations de la société civile, quelques axes susceptibles de nourrir des propositions alternatives sont le respect des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux, la diminution des inégalités, la démocratisation des institutions politiques et le contrôle de l'économie par les citoyens. Or, une des propositions les plus intéressantes et impliquant un nouveau paradigme de développement a émergé de la société civile d'Amérique latine, en l'occurrence des mouvements autochtones des pays andins. Il s'agit du *Buen Vivir* ou du *Sumak Kawsay*.

Le *Buen Vivir*

L'inclusion des principes du *Buen Vivir* dans les constitutions de l'Équateur et de la Bolivie représente indéniablement une conquête des mouvements autochtones de ces deux pays. Il s'agit d'un nouveau paradigme de développement, d'un projet de société qui s'inspire de l'univers culturel autochtone. Une première façon d'en rendre compte est de comprendre d'où il vient en allant à ses racines dans les traditions culturelles autochtones. Pour ce faire, nous aurons recours, d'une part, à la linguistique, au sens que ce terme possède en langue kichwa et, d'autre part, aux données ethnographiques d'observations effectuées dans une communauté autochtone du nord des Andes équatoriennes de la région de Tupigachi.

Le *Sumak Kawsay*⁴

Le *Buen Vivir* provient en grande partie du concept kichwa de *Sumak Kawsay*. Les premières théorisations autour de ce concept remontent à la fin des années 90, en lien avec les Kichwas du Pastaza dans la région amazonienne (Hidalgo Flor 2012 : 103). Cette cosmovision a ensuite inspiré les revendications de l'ensemble du mouvement autochtone équatorien et d'un large secteur de la société civile.

En kichwa, *kawsay* fait référence à la vie, à une entité active incluant les êtres humains et la nature qui est dotée d'une énergie permettant d'aller dans le temps et dans l'espace. Deux concepts qui s'expriment en un seul terme, *pacha*, et font référence à un processus cyclique ininterrompu en forme de spirale (Yáñez Cossío 2012 : 43-48). *Quant à sumak*, il est la réalisation concrète du

Références (suite):

- Gudynas, E. (2011) *Buen Vivir: Germinando alternativas al desarrollo*. Dans *América Latina en movimiento* (462): 1-20. <http://alainet.org/publica/462.phtml>
- Hidalgo Flor, F. (2012) *Contrahegemonía y Buen Vivir en la fase posneoliberal*. Dans F. Hidalgo Flor et A. Márquez Fernández (dir.) *Contrahegemonía y Buen Vivir*. Quito : Universidad Central del Ecuador et Universidad del Celia – Venezuela : 93-116.
- Langlois, D. (2012) *Bien Vivre et droit à l'autodétermination des peuples*. Dans *La Chronique des Amériques* (6). http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-oda&id_article=8082
- Le Quang, M. (2010) *Parc Yasuní : articuler justice sociale et urgence écologique*, Centre tricontinental (CETRI). <http://www.cetri.be/spip.php?article1804>
- León, I. (2010) *Resignificaciones, cambios sociales y alternativas civilizatorias*. Dans I. León (dir.) *Resignificaciones, cambios sociales y alternativas civilizatorias*. Quito : Fundación de Estudios, Acción y Participación Social (FEDAEPS) : 7-12. http://www.fedaeps.org/IMG/pdf/Sumak_Kawsay_Buen_Vivir_y_cambios_civilizatorios.pdf
- Oberem, U. (1978) *El acceso a recursos naturales de diferentes ecologías en la sierra ecuatoriana (siglo XVI)*. Dans *Actes du XLII^e Congrès International des Américanistes. Congrès du Centenaire*. Paris, Paris, 2-9 septembre 1976. Paris : Société des Américanistes ; t.4 : 51-64.
- Ramón, G. (1981) *Espacio comunal andino y organización del poder*. Dans *CAAP. Comunidad andina : alternativas políticas de desarrollo*. Quito : Centro de Arte y Acción Popular : 87-107.
- Silverblatt, I. (1981) *Moon, Sun, and Devil : Inca and Colonial Transformation of Andean Gender Relations* [Thèse de Ph. D.]. Ann Arbor : University of Michigan.
- Yáñez Cossío, C. (2012) *Pachamama, sumac causai y derechos de la naturaleza*. Quito : Macac.
- Yáñez del Pozo, J. (2002) *Yanantin : La filosofía dialógica intercultural del Manuscrito de Huarochirí*. Quito : Abya Yala.

économie

com

nie «verte»

gnies minières

ance effrénée

crises

eau

crises

mentaire

décroissance

climatique

eau

écologique

ogm

violences

crises

réchauffement

réfugiés climatiques

croissance effrénée

contrôle

or

ogm

charbon





CLAIRE DORAN
ANIMATRICE DU CONGRÈS,
ET **MATHIEU ROY,**
DOCUMENTARISTE.

Documentaire « Survivre au progrès »

L'accumulation des crises annonce-t-elle l'anéantissement de notre civilisation ?

Épuisement des ressources naturelles, surpopulation, désertification, désastres écologiques et économiques, systèmes politiques à bout de souffle, appauvrissement des classes moyennes et populaires... Est-il urgent de renoncer à « l'illusion du progrès » qui s'est imposée progressivement à toutes les sociétés depuis les débuts de la révolution industrielle, avec ses espoirs de croissance et d'avancées technologiques illimités ?

Tel est le fil conducteur de cette conversation avec de grands penseurs de notre temps, illustrée par des images tournées sur plusieurs continents. Comme Ronald Wright, la primatologue Jane Goodall, l'écrivaine Margaret Atwood, le généticien David Suzuki, et bien d'autres chercheurs, penseurs et militants, dont quelques « repentis » du système financier, estiment que la course au profit et la loi du court terme, en détruisant l'environnement et les liens sociaux, conduisent l'humanité à sa perte.

- Un documentaire de Mathieu Roy et Harold Crooks (Canada, 2011, 86 minutes)
- D'après le best-seller *Brève histoire du progrès* de Ronald Wright
- Produit par Martin Scorsese
- Le film présenté est coproduit et distribué par l'Office national du film du Canada.
- Site officiel : survivingprogress.com/?lang=fr
- Page sur Arte : <http://www.arte.tv/fr/survivre-au-progres/6704618.html>

**Moment
d'intériorité**

Moment d'intériorité

Occuper ou habiter... notre terre?

L'occupant, c'est quelqu'un qui vient de l'extérieur pour développer, dit-il, durablement. C'est le développement au service de la croissance économique qui veut toujours plus faire de l'argent.

L'habitant, c'est celui qui vit dans le territoire, y exprime ses besoins et a les moyens d'être un acteur de son développement. Habiter le territoire, c'est devenir progressivement responsable de son milieu de vie, peu importe son âge, ses motivations, son métier, son secteur d'activité.

Manifeste du Dieu d'Isaïe

*Malheur à ceux qui ajoutent maison à maison,
qui regroupent un champ avec d'autres champs.
Il ne restera donc plus de place,
et, vous, habiterez-vous seuls le pays ?
(5, 8)*

*La gloire de sa forêt et ses arbres fruitiers
se défait, disparaît, corps et âme;
elle perd le souffle et meurt.
Il reste si peu d'arbres dans la forêt
qu'un enfant pourrait les compter.
(10, 18-19)*

*Les Eaux de Nimrim sont devenues un désert,
l'herbe, les jeunes pousses sont desséchées;
il n'y a plus rien de vert.
Ils transportent au-delà du Torrent des Saules
leurs provisions, ce qui leur reste.
(15, 6-7)*

*La terre est en deuil, l'univers est usé,
le ciel est usé, tout comme la terre.
La terre a été souillée par ses habitants.
(24, 4-5)*

Extraits du diaporama *Occuper ou habiter... notre terre?*
Conception : Renaude Grégoire



de
progrès
déforest
épuisement des re
déchets toxiqu
crises
eau
déchets toxiqu
surcons



PAR
**CLAIRE
DORAN**

Mise en route du dimanche matin

CLAIRE DORAN, militante engagée pour la justice sociale et l'éducation à la solidarité, elle a collaboré à divers organismes depuis de nombreuses années, notamment des groupes chrétiens. Présentement membre du Groupe de théologie contextuelle du Québec et du comité de rédaction du magazine *Relations*, elle était jusqu'à l'an dernier membre du conseil d'administration de KAIROS et directrice de l'Éducation et des Programmes au Canada à Développement et Paix.

La conférence d'hier matin a présenté, dans une synthèse remarquable, l'histoire de l'émergence de l'écologie politique, puis de sa récupération, de son instrumentalisation et de sa destruction par l'ultralibéralisme. Malgré ce parcours assez inquiétant, cette analyse historique arrive à pointer une piste, certes, exigeante, pour une sortie de crise.

Le parcours présenté par Aurélien Bernier nous amène à réaliser que, devant la prise de conscience de plus en plus grande de la crise environnementale par le public, les milieux de la grande industrie et de la finance ont vite fait de comprendre que cette crise environnementale menaçait le capitalisme. À diverses étapes dans notre histoire récente, les pouvoirs politiques et économiques ont trouvé des solutions pour protéger le capitalisme, et même pour en accélérer le développement en tirant profit de la crise.

Une première réaction va être de vouloir limiter la population, face à une diminution des ressources.

Puis, comme le libre-échange est le ciment du capitalisme (parce qu'il permet de développer sans cesse de nouveaux marchés), les pouvoirs économiques et politiques vont mettre sur pied des réglementations et des mesures pour défendre le libre-échange contre la protection environnementale : c'est l'environnement qui devra rester soumis aux dictats du libre-échange et non l'inverse.

Lorsque des catastrophes environnementales de grande envergure frappent, on va développer le concept de développement durable qui, tout en faisant miroiter la protection des générations futures, va en fait réitérer le credo de l'incroissable croissance économique au Sud et au Nord, de la nécessaire protection du libre-échange en tant que moteur de l'économie et même d'une coopération encore plus étroite avec les multinationales. La porte est ouverte à ces dernières pour vendre leur nouvelle image verte (*greenwashing*), ce qu'elles ne se gêneront pas de faire.

Lorsqu'apparaît la préoccupation pour les gaz à effet de serre et la lutte aux changements climatiques, les multinationales et leurs amis du monde politique ne sont pas lents à comprendre l'intérêt marchand des nouvelles technologies vertes. Le capitalisme vert va concentrer les technologies vertes et les brevets entre les mains de très grandes compagnies multinationales et on va même financiariser la crise environnementale en développant un marché du carbone pour les entreprises.

Avec ce parcours, Aurélien nous montre concrètement comment, grâce au libre-échange, les multinationales ont acquis un pouvoir énorme sur les États et les peuples. En effet, le libre-échange empêche les États d'intervenir pour la sauvegarde de l'environnement et de leurs populations face au chantage des multinationales. Le libre-échange détruit la souveraineté des peuples. Ce constat amène Aurélien à proposer une sortie de crise par une sortie du système du libre-échange. Ainsi, un État pourrait, avec beaucoup de courage politique, rétablir des normes et des contrôles pour retrouver sa souveraineté et protéger son environnement. Il précise tout de suite que l'avenir, cependant, n'est pas dans l'isolationisme. Il faut, en fait, réinventer de nouvelles relations internationales où il y ait équilibre plutôt que domination. Il en appelle donc à développer des solidarités Nord-Sud. Et il nous renvoie à deux anciens textes inspirateurs à ce sujet : la *Charte de La Havane* et la *Déclaration de Cocolyoc*. Au terme de cette réflexion, nous voici donc devant l'idée de démondialisation.

Une remarque d'un participant fait valoir que le courage politique des États est forcément très relié à la force de la mobilisation de sa population. D'ailleurs, Paul Cliche nous rappelle que l'évolution de l'Équateur vers une reprise de souveraineté face aux États-Unis est passée par des luttes et des soulèvements populaires. Le courage politique des États n'est pas indépendant du courage des peuples. Voilà une remarque qui nous sort de notre confort et nous amène à nous demander jusqu'où sommes-nous prêts à aller pour développer le courage de nos États.

L'idée de relations justes plutôt que de relations de domination sera reprise par Molly Kane dans sa réflexion sur le mythe de l'économie verte. Avec sa longue expérience des relations Nord-Sud, elle nous rappelle que, depuis les débuts du développement, les aspirations des peuples colonisés — ou sous-développés — sont dominées par les institutions internationales qui servent d'abord leurs propres intérêts. Or, avec l'économie verte, les relations d'inégalité ne changent pas. Faisant référence aux énoncés du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), qui essaie de démontrer que la protection de l'environnement et l'élimination de la pauvreté vont de pair avec la croissance verte, Molly montre au contraire que l'économie verte, ou la croissance verte comme la nomme l'OCDE, impose plutôt une marchandisation encore plus poussée de l'environnement, de





la nature et des écosystèmes. Les technologies dites vertes, sources de profits considérables pour les multinationales, sont présentées comme solutions à une crise qu'elles ont en fait provoquée elles-mêmes.

Or, et Molly insiste là-dessus, les nouvelles technologies ne changent pas les relations inégales de pouvoir. Au contraire, elles risquent d'accentuer les inégalités. Au nom du développement technologique, des agriculteurs qui gèrent leur environnement avec sagesse perdent le contrôle de leurs terres et de leur agriculture, puisque ce sont les multinationales qui sont supposées sauver l'environnement. Elle soulève l'exemple touchant des pêcheurs de Guinée-Bissau, qui sont des experts en matière de gestion de leurs ressources et de l'environnement maritime de cette partie de l'Atlantique, dont les pêcheurs industriels détruisent les ressources et cet environnement.

Molly nous interpelle à tisser des liens de solidarité avec les populations qui, comme les pêcheurs de la côte guinéenne, savent — et veulent — bien gérer les ressources. Son slogan « aller de l'urgence à la convergence » nous propose d'établir des liens avec les luttes de résistance de ceux qui veulent affirmer et promouvoir un mode de vie respectueux de l'environnement et des populations locales. Plutôt que de marchandiser les ressources et les personnes, pouvons-nous développer une vision de convergence? Pouvons-nous par là montrer des pistes d'alternatives et de changement qui puissent contredire le discours ambiant selon lequel le changement est impossible?

Une des grandes mystifications des promoteurs de l'économie verte, c'est d'essayer de nous faire accepter que les systèmes mêmes qui nous ont détruits vont maintenant nous sauver. Ce mythe est également clairement dénoncé dans le film de Matthieu Roy : *Survivre au progrès*. Face à cela, nos mouvements auraient-ils une responsabilité d'information : la responsabilité de faire ressortir les failles du discours de l'économie verte?

Dans ce contexte de crise environnementale, économique et sociale profonde, la réflexion de Paul Cliche arrive d'un tout autre horizon, comme une bouffée d'air frais — comme l'a exprimé quelqu'un d'entre vous — pour nous présenter une alternative. Examinant les pratiques des Autochtones du nord des Andes, pour saisir l'essence du *Buen Vivir*, ou *Sumak Kawsay*, Paul fait ressortir certaines stratégies de ces économies paysannes marquées par la réciprocité, la complémentarité, la redistribution et la collectivité. Nous sommes bien loin des valeurs de l'ultralibéralisme. Ces stratégies font émerger deux principes de base, soit de prendre ce dont on a besoin et laisser le reste pour d'autres et d'autre part se nourrir de la terre et nourrir la terre.

Ces stratégies et ces principes expriment bien l'essence du *Sumak Kawsay*, qui est en quelque sorte l'idée d'une vie en plénitude, une vision d'équilibre et d'interaction entre l'existence humaine et l'existence naturelle. Cette vision, étonnamment ou peut-être pas étonnamment — nous vient des peuples exclus de notre système ultralibéral. Ce sont eux qui étaient appelés à disparaître devant le grand mouvement de développement libéral, et ce sont eux qui nous apportent aujourd'hui une vision alternative qui n'est pas une solution toute faite, mais nous sentons qu'elle rejoint certaines aspirations humaines, profondes et légitimes.

Les implications du *Sumak Kawsay* peuvent nous guider?

- Le *Sumak Kawsay* exige une souveraineté du pays ou d'une région. On se souviendra que l'analyse éco-politique d'Aurélien Bernier met l'accent sur la souveraineté des peuples pour la sortie de crise.
- Le *Sumak Kawsay* nécessite aussi des rapports centrés sur la réciprocité plutôt que sur la domination. Encore là, on croit entendre un écho aux analyses de Molly Kane et d'Aurélien Bernier sur la nécessité de nouveaux rapports, réciproques entre les peuples.
- Le *Sumak Kawsay* implique une justice à la fois sociale et écologique et vient briser la dichotomie entre la société humaine et l'environnement, dichotomie qui a pris des proportions monstrueuses dans l'économie ultralibérale, comme le démontre avec force le film, *Survivre au progrès*.
- Le *Sumak Kawsay*, enfin, présuppose une décolonisation de la pensée, une refondation à partir de la culture et de l'expérience historique des peuples.

Quant au film de Matthieu Roy, qui est une grande fresque éducative sur les pièges du progrès, il vient faire écho, de manière parfois étonnante, aux propos des trois personnes-ressources. Par exemple, il vient confirmer ce qui s'est dégagé tout au long de la journée quant au nécessaire courage et combat pour retrouver la véritable souveraineté des peuples face au pouvoir des multinationales et du libre-échange. Dans le film, quelqu'un dit expressément que le combat du XXI^e siècle sera celui des peuples contre l'oligarchie économique et politique. Devant la crise de la surconsommation, de la surproduction et du surdéveloppement des technologies, le film lance le défi d'un sursaut de progrès moral.

À la lumière de ce que nous avons entendu, un tel progrès nous interpelle à agir en vue de :

- reconquérir la souveraineté des peuples ;
- rechercher l'équilibre et la réciprocité dans les relations entre les peuples, et à l'intérieur des peuples ;
- mettre une limite à nos besoins pour pouvoir sortir de la croissance et de l'accumulation illimitées.



PAR
**ANDRÉ
BEAUCHAMP**

L'urgence d'un souffle nouveau

ANDRÉ BEAUCHAMP, théologien et environnementaliste. Il a participé à la création du premier ministère québécois de l'Environnement. Président du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) de 1983 à 1987 et d'une dizaine de commissions dont celle sur la gestion de l'eau au Québec (1998-2000), il est l'auteur de plusieurs publications dont la récente trilogie *Hymnes à la beauté du monde* (2012), *Regards critiques sur la consommation* (2012) et *Changer la société* (2013). Jusqu'à ce jour, il est un collaborateur de la revue *Relations* et du Centre Justice et foi.

Je tiens d'abord à vous remercier de l'invitation que vous me faites. C'est un honneur mais également un défi. Ma tâche aujourd'hui n'est pas de vous faire plaisir en vous disant ce que vous voulez entendre. Elle est de vous déranger un peu pour vous aider, si possible, à aller plus loin et d'une manière plus efficace dans les engagements qui sont les vôtres.

Dès le départ, deux choses m'impressionnent chez vous. D'abord votre constance et votre persistance qui vous ramènent, chaque année, à poursuivre votre réflexion d'une manière soutenue et systématique. C'est du travail à longue haleine qui dessine un parcours et construit une tradition. Il me semble être venu chez vous, dans les années soixante-dix, invité par Karl Lévesque. J'avais parlé sur le conflit. Bravo donc pour la ténacité qui est un fruit de l'espérance.

Ce qui frappe aussi chez vous, c'est la volonté d'un regard croisé dans une perspective internationale : nord-sud, diversité de cultures et de disciplines, va et vient de la théorie et des expériences-terrain. Sur ce point encore, il y a une fidélité qui ne se dément pas. On peut le constater cette année encore. Consentir à apprendre les uns des autres, consentir à écouter, à se laisser interpeller.

la nature nous a légué au long des millions d'années ? La « vraie vie » serait l'option écologique. La « vie vraie », c'est la spirale consommatrice. Je pense à la lettre de Paul aux Romains

Je ne comprends pas ce que je fais : car je ne fais pas ce que je voudrais faire, mais je fais ce que je déteste. (...) Je ne fais pas le bien que je veux, mais je fais le mal que je ne veux pas. (Rm 7, 16.19) (Traduction en français courant).

L'analyse de Paul n'est pas sociale. Elle est spirituelle : *ce n'est plus moi qui agis ainsi, mais le péché qui habite en moi* (Rm 7,30). Il cerne ce que nous appelons le « serf » arbitre, c'est-à-dire la liberté servile. Mais il est légitime de faire également une analyse culturelle et sociétale de ce phénomène : nous sommes des milliers à voir, à comprendre, à désirer. Mais à ne pas faire. Les plus convaincus d'entre nous sont objecteurs de croissance, simplicitaires et militants. Mais globalement le navire amiral poursuit sa route. D'où l'urgence d'agir.

Planète en péril ?

Vous avez choisi comme titre : Notre planète en péril. C'est une métaphore. En tant que planète, la Terre n'est pas en danger. Elle tournera encore autour du Soleil pendant quelques milliards d'années. Dans le jeu métaphorique mis en œuvre ici, nous attribuons à la terre un caractère personnel : la Terre est quelqu'un de vivant, qui souffre et qui peut mourir. C'est la figure mythique de Gaïa. Je ne suis pas tout à fait confortable avec ce genre d'archétype. Quand on parle de la Terre comme d'une personne, d'une femme violée, comme de la déesse primordiale, on met en œuvre une symbolique d'une très grande portée. L'œuvre de Freud repose sur l'analyse du meurtre du père. Ici, on suggère le meurtre de la mère. Je m'en suis expliqué un peu dans mon livre *Changer la société*, à propos de la violence sacrificielle, de la violence sacrée. Dans une culture de cueilleurs-chasseurs, la relation à la mère nature se fait dans le cadre d'un échange symbolique harmonieux. Le passage à l'agriculture amène une rupture, induit un rapport de domination sur la nature. D'où le rite compensatoire de l'offrande de la dîme et du sacrifice du premier animal qui brise le sein maternel, incluant souvent le sacrifice du fils aîné. Ici, la tradition biblique marque son désaccord par le récit du sacrifice d'Isaac. Le passage à l'âge technique transforme à nouveau, et de façon radicale, notre rapport à la Nature et peut donc donner naissance à de nouvelles formes de violence sacrée. L'insistance sur la Terre-Mère peut donc accentuer la culpabilité inconsciente et légitimer de nouvelles formes de violence compensatrice. D'où ma réticence. La planète telle qu'elle est actuellement, est le fruit d'un processus d'évolution de la vie, processus qui a mis en place l'atmosphère actuelle, constitué sa couche d'ozone et élaboré divers mécanismes d'homéostasie, lesquels en retour favorisent d'autres formes de vie, dont la nôtre. Il faut parler de coévolution. Pour moi, la nature est un processus et non une divinité. Par son expansion, l'humanité menace actuellement certaines formes de vie. Nous sommes une espèce invasive, délinquante. C'est le défi de la biodiversité, vaste héritage maintenant fragilisé. Si les humains disparaissaient, la vie poursuivrait son chemin autrement. Si les humains continuent comme ils vont, ils risquent de perturber profondément l'équilibre et les mécanismes d'homéostasie en place, de faire disparaître





Kilimandjaro et les ados font des voyages culturels en Chine ou au Viêt-Nam. À Montréal, en 2010, on a réussi à construire une nouvelle autoroute et un pont sans aucune intégration au transport en commun. Je pourrais donner des centaines d'exemples. Voir mon livre *Regards critiques sur la consommation* (Novalis, 2012). Tout gain écologique semble engendrer un effet rebond. Les ampoules consomment moins d'électricité : on met plus d'ampoules. Les maisons sont mieux isolées : on construit plus grand. La consommation, c'est le défi de la conscience humaine à ras-de-sol, le problème de tout un chacun. Et c'est à peine si nos Églises en parlent, tellement il va de soi qu'une consommation à la hausse est un signe de réussite et un gage de bonheur.

Je n'insiste pas sur la bombe l'inégalités et injustices, c'est votre spécialité. La pauvreté est la pire des pollutions, car le pauvre n'a pas d'avenir. Vouloir tenir compte de l'environnement suppose un regard sur le long terme. De plus, une société fortement inégalitaire est toujours une société fragile, exposée en tout temps à l'émeute, à la colère, à la folie destructrice. Mais cette leçon-là, l'humanité ne l'apprend jamais.

Depuis 50 ans à l'égard de la question écologique, nous avons fait des progrès spectaculaires, gigantesques. Mais la crise s'est aggravée parce que les quatre bombes ont progressé à leur rythme. Il y a eu fléchissement sur la bombe D, fléchissement puis relance sur la bombe P, aberration sur la bombe C et probablement stagnation sur la bombe I. Si l'idéal de justice et d'équité s'est davantage affiché, la réalité est-elle vraiment meilleure qu'avant ? Dans notre pays les *radical sixties* nous ont fait avancer en ce sens, mais depuis quinze ans la société tend à accentuer les écarts et les inégalités.

L'évangile de Luc raconte que, sur le chemin de la passion, Jésus a croisé des femmes pleurant sur lui. Et Jésus de dire : *ne pleurez pas sur moi, mais pleurez sur vous-mêmes et sur vos enfants* (Lc23, 28 : traduction ACEBAC). Ne pleurez pas trop sur la Terre. C'est nous qui sommes en perdition.

Le caractère global de la crise

À mesure que j'avance en âge et que j'observe les efforts extraordinaires déployés depuis quarante ans, c'est le caractère global de la crise qui me frappe. Malgré Stockholm en 1972, le rapport Brundtland sur le développement durable en 1987, un rapport toujours percutant, le Sommet de la Terre à Rio en 1992 sur le développement durable, malgré les multiples conventions internationales souvent signées de bonne foi, malgré les études d'impact, les lois et règlements, le Plan vert, les Agenda 21, la mobilisation extraordinaire de tant d'individus et de groupes, la crise s'accélère. Les thèmes vedettes changent (le réchauffement climatique, les sables bitumineux, les gaz de schiste, le Grand Nord), mais le poids effarant de l'humanité sur l'écosystème s'accroît. Quand la Chine aura triplé ou quadruplé son niveau de vie, quand l'Inde aura doublé le sien, nous risquons d'atteindre un point de non-retour. C'est le thème de ce que nous appelons l'empreinte écologique. Nous consommons la Terre, nous brûlons le capital.



Bibliographie

bibliographie
bibliographie

- ALTERNATIVES SUD**, *Changements climatiques – impasses et perspectives*, Centre Tricontinental, volume 13-2006/2, juin 2006, 208 pages
Explosion urbaine et mondialisation, Centre Tricontinental, volume 14-2007/2, juin 2007, 196 pages
Économie verte – marchandiser la planète pour la sauver?, Centre Tricontinental, volume 20-2013/1, février 2013, 191 pages
Industries minières – Extraire à tout prix?, Centre Tricontinental, volume 20-2013/2, mai 2013, 214 pages
- BEAUCHAMP, André**, *Changer la société*, Novalis, Montréal, mai 2013
Regards critiques sur la consommation, Novalis, Montréal, septembre 2012
Hymnes à la beauté du monde, Novalis, Montréal, avril 2012
- BERNIER, Aurélien**, *Comment la mondialisation a tué l'écologie – Les politiques environnementales piégées par le libre-échange*, Mille et une nuits, Librairie Arthème Fayard, juin 2012, 353 pages
- CLICHE, Paul**, *La coopération internationale solidaire plus pertinente que jamais*, Presses de l'Université du Québec, Montréal, 2013, 244 pages
- COCHET, Yves, DUPUY, Jean-Pierre, GEORGE, Susan et LATOUCHE, Serge**, *Où va le monde ? 2012-2022 : une décennie au devant des catastrophes*, Les petits livres, n° 81, Éditions Mille et une nuits, février 2012, 76 pages
- FABRICE, Nicolino**, *Qui a tué l'écologie?*, Éditions Les liens qui libèrent, Paris, 2011
- FAVREAU, Louis, HÉBERT, Mario**, *La transition écologique de l'économie*, Presses de l'Université du Québec, 2012, 172 pages
- KEMPF, Hervé**, *Comment les riches détruisent la planète*, Seuil, Paris, 2007, 148 pages
La guerre secrète des OGM, Points, avril 2007, 320 pages
Pour sauver la planète, sortez du capitalisme, Seuil, Paris, 2009, 152 pages
Fin de l'Occident, naissance du monde, Seuil, Paris, 2013, 151 pages
- LOVELOCK, James**, *La revanche de Gaïa – Pourquoi la Terre riposte-t-elle et comment pouvons-nous encore sauver l'humanité*, Flammarion, 2007, 297 pages
- MAALOUF, Amin**, *Le dérèglement du monde*, Grasset, 2009
- MORIN, Edgar**, et dialogue avec **HULOT, Nicolas**, *L'an 1 de l'ère écologique*, Tallandier, Paris, 2007, 128 pages
- TARDIEU, Vincent**, *L'étrange silence des abeilles*, Éditions Belin, Paris, août 2009, 352 pages

Reuves

- Relations**, *L'urgence écologique*, n° 699, mars 2005
Les racines d'un Québec vert, n° 749, juin 2011
Cap sur la décroissance, n° 765, juin 2013

Sites Internets

- Action Re-buts www.actionrebuts.org
Amazon Watch amazonwatch.org
Coalition QUISETAL quisetal.org
Gaïa Presse gaiapresse.ca
Greenpeace Canada www.greenpeact.org/canada/en/splash
Mines Alertes/Mining Watch www.miningwatch.ca/fr
Réseau québécois des groupes écologistes www.rqge.qc.ca



Ce congrès a été réalisé grâce à l'appui financier des sociétaires
de L'Entraide missionnaire et des organismes suivants :



**Développement
et Paix**



FÉDÉRATION
INTERPROFESSIONNELLE
DE LA SANTÉ DU QUÉBEC

L'ENTRAIDE MISSIONNAIRE

433, boul. Saint-Joseph Est

Montréal (Québec) H2J 1J6

Tél. : 514-270-6089

Courriel : secretariat@lentraidemissionnaire.org

